

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DICKSON CONSTANT

ZI DE LA PILATERIE
BP 109
59290 Wasquehal

Références : 19032024_DICKSON_CONSTANT_WASQUEHAL
Code AIOT : 0007000575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement DICKSON CONSTANT implanté rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée à l'occasion de la campagne de contrôle inopinée air au titre de l'année 2024 et diligentée par l'inspection de l'environnement.

Le contrôle porte sur le rejet air de la rame sécheuse et plus précisément sur les paramètres COVNM et formaldéhydes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DICKSON CONSTANT
- rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal
- Code AIOT : 0007000575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Dickson-Constant exploite à Wasquehal un site industriel de fabrication de tissus pour stores sur la Zone Industrielle de la Pilaterie.

Cette unité comprend, notamment, des ateliers d'ourdissage, de tissage, d'apprêtage, de stockage ainsi que des installations de compression d'air et des tours aéroréfrigérantes

Les activités de la société sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 août 2007 qui autorise l'exploitation de l'établissement notamment au titre de la rubrique 2330.1 (apprêts et enduction de tissus).

Le site relève également de la directive sur les émissions industrielles dite IED et est classé sous la rubrique 3620 : prétraitement (opération de lavage, de blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 9.2.1.1.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 12/11/2021, article /	Sans objet
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 3.2.4.	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 3.2.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 19 mars 2024 dans le cadre de la campagne des contrôles inopinés air, et plus spécifiquement sur les paramètres COVNM et formaldéhydes du rejet air de la rame sècheuse.

Aucun point de non-conformité n'a été relevé.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de l'équivalence des méthodes de mesures de l'arrêté préfectoral du 23/08/2007 article 9.2.1.1.1 et du laboratoire chargé de l'autosurveillance

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2021, article /		
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement		
Prescription contrôlée :		
Date du CI AIR de l'année n-1 : 06/07/2023		
Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI AIR de l'année n-1 : ras		
Conditions de fonctionnement du site : tissu d'ameublement		
Constats :		
La date de l'inspection est le 19 mars 2024. Le contrôle inopiné air porte sur les paramètres COVNM et formaldéhydes du rejet des rames sèches.		
En 2023, aucun dépassement n'a été constaté lors du contrôle inopiné air :		
Paramètres 2023	Concentrations (mg/m3)	VLE (mg/m3)
COVNM	11,30	110
Formaldéhydes	0	2
Paramètres 2023	Flux (kg/h)	VLE (kg/h)
COVNM	0,158	2,3
Formaldéhydes	0	0,032
Le jour de l'inspection, les installations contrôlées étaient en conditions normales de fonctionnement.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :		
-		

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des rejets

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Constats :

Le site possède 3 installations rejetant des émissions atmosphériques :

N° de conduit	Installations raccordées
1	Chaudière 1
2	Chaudière 2
3 et 4	Rames sécheuses

Les conduits n°1 et n°2 font chacun l'objet d'un rejet.

Les conduits 3 et 4 ont été regroupés avant le traitement par un laveur de gaz en un unique rejet.

L'exploitant dispose d'un 5ème rejet utilisé lorsqu'il n'utilise pas de formaldéhydes dans le processus (traitement non nécessaire).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance est en cours d'élaboration sur le laveur des gaz. L'inspection rappelle qu'il doit également mentionner le 5ème rejet et son exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : La canalisation de rejet des rames sèches comporte bien un point de prélèvement. Le laboratoire de mesures indique dans son rapport la présence d'un système d'homogénéisation en amont de la section de mesure et l'absence d'entrée d'air entre ce système et la section de mesure. La section de mesure est réputée homogène. Ce point est situé sur la toiture et est accessible via une échelle crinoline.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 9.2.1.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants:

Rejet 3

- identification: rame sècheuse

Paramètre	Fréquence	Méthode
Débit	Annuelle	ISO 10780
Poussières	Triennale	NFX 44052 puis NFEN 13284-1
O2	Annuelle	FDX 20377

NOX	Triennale	NFX 43300 et NFX 43018
C.O.V. (C total)	Trimestrielle	NFEN 13649 (ou équivalente)
Formaldéhydes	Trimestrielle	/

Constats :

Les paramètres sont suivis sur la rame sécheuse à une fréquence trimestrielle sauf conditions particulières :

- 4 mesures en 2022
- 3 mesures en 2023. L'exploitant indique qu'il y a eu de nombreux arrêts prolongés de longues durées. L'inspection confirme que le site a connu de nombreuses périodes de fermetures.

Le laboratoire de mesures est le Bureau Veritas. En 2023, il y a eu 3 mesures : 22/03, 26/06 et 13/09. 1 dépassement sur les formaldéhydes a été recensé (22/03).

L'exploitant a mis en place des actions de maintenance préventive sur le laveur des gaz : 2 gros entretiens annuels en août et décembre, nettoyage du filtre tous les 15j, nettoyage de la tuyauterie et du casse-goutte 1 fois par an.

En cas de dépassement, l'exploitant indique que le système de traitement est vérifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de l'équivalence des méthodes de mesures de l'arrêté préfectoral du 23/08/2007 article 9.2.1.1.1 et du laboratoire chargé de l'autosurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 3.2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs sauf pour les installations de séchage);
- à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm3

COVNM (en "C" total)

COV "annexe 3" Formaldéhyde

Constats :

Les mesures réalisées lors du contrôle inopiné air du 19/03/2024 sur le rejet de la rame sècheuse donnent des valeurs conformes en concentration pour le COV et les formaldéhydes aux VLE de l'arrêté préfectoral.

Paramètres 2023	Concentrations (mg/m3)	VLE (mg/m3)
COVNM	2,63	110
Formaldéhydes	0,22	2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 3.2.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales rejetées

Prescription contrôlée :

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes:

Flux	kg/h	kg/j
COVNM	2.3	57
Formaldéhyde	0,032	0,77

Constats :

Les mesures réalisées lors du contrôle inopiné air du 19/03/2024 sur le rejet de la rame sècheuse donnent des valeurs conformes en flux pour le COV et les formaldéhydes aux VLE de l'arrêté préfectoral.

Paramètres 2023	Flux (kg/h)	VLE (kg/h)
COVNM	0,21	2,3
Formaldéhydes	0,0279	0,032

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite